



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif  
à la construction d'une nouvelle salle de peinture dérive C37-D3  
et à la construction d'une extension de la station déchets C15  
pour la société AIRBUS Opérations à COLOMIERS (site de Clément Ader)**

N°44

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié autorisant l'exploitant de la société AIRBUS OPERATIONS SAS sise avenue Jean Monnet – site CLEMENT ADER à COLOMIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2018 relatif au fonctionnement, en cas d'épisode de pollution atmosphérique, de l'installation de la société AIRBUS OPERATIONS SAS sise avenue Jean Monnet – site CLEMENT ADER à COLOMIERS ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de la société AIRBUS OPERATIONS SAS sise avenue Jean Monnet – site CLEMENT ADER à COLOMIERS, transmis par courriel du 3 février 2025, relatif à la construction d'une nouvelle salle de peinture dérive C37-D3 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de la société AIRBUS OPERATIONS SAS sise avenue Jean Monnet – site CLEMENT ADER à COLOMIERS, transmis par courriel du 28 mars 2025, relatif à la construction d'une extension de la station déchets C15 ;

Vu l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) 31 rendu par courriel le 13 avril 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 mai 2025 ;

Considérant que les modifications réalisées par la société AIRBUS OPERATIONS SAS consistent en la construction d'une nouvelle salle de peinture dérive C37-D3 et en la construction d'une extension de la station déchets C15 ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques et impacts ;

Considérant, en conséquence, que les modifications réalisées par l'exploitant ne sont pas substantielles ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société AIRBUS OPERATIONS SAS le 13 mai 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de la société AIRBUS OPERATIONS SAS, par courriel en date du 13 mai 2025, dans laquelle elle n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie :

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<b>TOTAL : 76,12 MW</b> (sans les installations de secours) <b>TOTAL : 83,721 MW avec secours</b> (avec les installations de secours)	<b>A</b>
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes/an	<b>412 t/an</b>	<b>A</b>
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	C02 : < 10 kg/j C32-C33 : 580 kg/j C35 : 420 kg/j C36-C37 : 50 kg/j C38 : 45 kg/j C39 : 226 kg/j C37-D2 : 40 kg/j C37-D3 : 28 kg/j <b>Total = 1 399 kg/j</b>	<b>E</b>

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
	étant : a) Supérieure à 100 kg/j		
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :  2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	101,277 t	E
1532-2b	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôts de)...  Le volume susceptible d'être stocké étant :  2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :  b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1 406 m <sup>3</sup> (volume utile)	D
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d')  La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance totale = 309 kW	D
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation	3 786,4 kg	D
2260-1-b	a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg  Broyage, concassage, criblage... des substances végétales et tous produits organiques naturels	353 kW	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
	1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :  b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW		
1978.8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :  8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	174 t/an	D

\* A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

**Art. 2 :** L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 1.2.3 Consistance des installations classées

Le site, comprenant l'ensemble des installations classées connexes, comporte principalement :

- un hall de réception de tronçons d'avions (déchargement C43, stockage tronçons C42) ;
- des halls d'assemblage et d'essais d'avions (C02, C03, C04, etc) ;
- des halls destinés à l'aménagement commercial (C62, C64, C65, etc) ;
- des salles de peinture (C32, C33, C35, C36-C37, C37-D2, C37-D3, C38, C39) ;
- des aires d'essais externes avions (P17, P18) ;
- une zone « énergie » qui regroupe les moyens de productions centralisés de chaleur, air comprimé, électricité et eau de protection incendie (C10, C11, C12, C13, C14) ;
- une zone de regroupement et de reconditionnement de déchets et son extension dédiée aux déchets industriels dangereux, dits « sacs rouges », et aux contenants vides (C15) ;
- des zones de bureaux, un restaurant d'entreprises, une infirmerie, un poste de garde, des parkings et voiries.

Une installation classée non exploitée directement par AIRBUS OPERATIONS est, par ailleurs, présente dans l'enceinte du site ; elle dispose de son propre arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, intitulé station C30-C31, exploitée par TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE. »

**Art. 3 :** Le tableau à l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Bât	N° de conduits	Installations raccordées	Hauteur de rejet (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse d'éjection	Dispositif de traitement
C32	ENV.ATM.D32.001	Salle dérives D32	24,8	1,25	13500	> 8 m/s	Filtres secs
C33	ENV.ATM.C33.001	Salles peinture C32 et C33	29	4,2	600 000		Filtres secs
C35	ENV.ATM.D33.001	Salle dérives D33	32,8	1,25	13 500		Filtres secs
	ENV.ATM.C35.001	Salle peinture côté Ouest	34,3	2	170 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C35.002	Salle peinture côté Est	34,3	2	170 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C35.003	Salles dérives C35-D1 et C35-D2	34,3	1,5	40 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C35.004	Salles dérives C35-D3 et C35-D4	34,3	1,46	100 000		Filtres secs
C36	ENV.ATM.C36.010	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.020	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.030	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.040	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.050	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.060	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.070	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C36.080	Cabines peinture sharklets	11,4	0,85	30 000		Filtres secs
C37	ENV.ATM.C37.001	Indus Training	20,8	1,5	90 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C37.002	Salle dérives C37-D1	20,8	1,1	52 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C37.003	Salle dérives C37-D3	21	1,4	105 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C37.004	Training	20,8	1	45 000		Filtres secs
	ENV.ATM.C37.005	Salle dérives C37-D2	20,8	1,1	52 000		Filtres secs
C38	ENV.ATM.C38.001	Salle de peinture	16.97	1.50	40000		Filtres secs
	ENV.ATM.C38.002	Salle de peinture	16.97	1.50	40000		Filtres secs
C38	ENV.ATM.C38.003	Salle de peinture	16.97	1.50	40000		Filtres secs
C39	ENV.ATM.C39.001	Salle de peinture	38.5	1.25	40000		Filtres secs
	ENV.ATM.C39.002	Salle de peinture	38.5	1.25	40000		Filtres secs
	ENV.ATM.C39.033	Salle de peinture	38.5	1.25	40000		Filtres secs

**Art. 4 :** L'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé est remplacé par l'article suivant :

« Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié, si cela se justifie, compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Le site dispose, à l'ouest, dans la zone du bâtiment C15, d'une plate-forme de tri, pré-traitement et conditionnement des déchets générés par les différents sites Airbus de Toulouse (Airbus SAS, Airbus Transport International, Centre logistique AIRLOG, ATR) ainsi que d'une extension à cette plate-forme, devant le bâtiment C13, à proximité immédiate du C15, en zone de stockage dédiée aux déchets industriels dangereux dits « sacs rouges » et aux contenants vides.

**Art. 5 :** L'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé est remplacé par l'article suivant :

« Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits et entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La zone de conditionnement des déchets (zone C15) comprend notamment :

- un bâtiment pour le transit, le tri, le reconditionnement et le stockage temporaire des déchets ;
- une unité de traitement des eaux de cabines de peintures et d'huiles solubles ;
- une zone de stockage de petits matériels ;
- une zone de lavage des véhicules et engins de manutention, conteneurs, caisse, etc ;
- une aire de distribution et de stockage de carburant (2 cuves aériennes, de fioul de 2 m<sup>3</sup> et de gasoil de 5 m<sup>3</sup>) ;
- un stockage de kérosène souillé dans une cuve enterrée double-peau ;
- une aire réservée au stockage de déchets verts ;
- une aire réservée au stockage des bois en mélange ;
- une zone de stockage dédiée aux déchets industriels dangereux dits « sacs rouges » et aux contenants vides (extension C15). »

**Art. 6 :** Le premier alinéa de l'article 7.2.1 (comportement au feu) de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est remplacé par :

« Dans les bâtiments de stockage ou d'utilisation de produits susceptibles, en cas d'accident, de générer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, toutes les parois sont de propriété EI120. Il s'agit notamment :

- des murs séparant les salles de peinture C32 et C33 des autres locaux, du mur ouest du bâtiment C32 ;
- des salles de dérives, des locaux solvants et des salles de préparation C32, C33 et C35 ;
- des murs séparant les salles C37-D2 et C37-D3 ainsi que des planchers et parois coupe-feu 2 h, notamment pour les locaux zone TIT (Transport Interne Toulouse) et local solvants ;
- des cloisons de séparation entre la salle C35 et la salle préparation, et entre la salle C35 et local solvant ;
- des murs séparant entre eux les bâtiments C36 et C37 et leurs locaux communs.

Les dispositions constructives et moyens de protection incendie suivants sont mis en œuvre au niveau du bâtiment C15 et de son extension :

- les parois des auvents 3 et 4 sont REI 60 ;
- les auvents 3 et 4 sont munis de détecteurs de flamme ;
- le bâtiment C15 est sprinklé. »

**Art. 7 :** L'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 7.3.3 Ressources en eau et mousse

L'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et à minima :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et, notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles ou inflammables et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de réserves de produits absorbants réparties au sein des bâtiments du site, à proximité des zones susceptibles de nécessiter leur usage ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés, implantés judicieusement dans les bâtiments qui le nécessitent pour permettre d'intervenir dans les zones non couvertes par un dispositif d'extinction automatique.

Les services d'incendie et de secours doivent trouver sur place, en tout temps, a minima 480 m<sup>3</sup> d'eau utilisables en 2 heures. Ces besoins en eau sont satisfaits indifféremment :

- Par un réseau alimentant des poteaux incendie de 100 mm normalisés NFS61.213 (débit de 17 litres par seconde sous une pression minimale de 1 bar) remplissant les conditions suivantes :
  - distance maximale, par les voies de circulation, entre l'entrée du bâtiment la plus proche d'un accès voie publique et :
    - l'hydrant le plus proche = 100 m
    - l'hydrant le plus éloigné = 300 m
  - distance maximale entre hydrants = 250 m

Les poteaux d'incendie de 100 mm devront respecter les règles d'installations définies dans la norme NFS 62.200.

- Par des réserves artificielles créées en des endroits judicieusement choisis par rapport au bâtiment à défendre, facilement accessibles aux engins d'incendie en toutes circonstances.

Ces réserves incendie sont destinées uniquement à la défense extérieure, c'est-à-dire soit l'alimentation des poteaux incendie, soit la mise en aspiration des engins pompes, mais ne doivent en aucun cas servir à l'alimentation des réseaux de sprinklers, sauf si un dispositif technique permet de garantir le maintien des volumes minimum requis. Située à proximité du bâtiment C14, une réserve de 550 m<sup>3</sup> est notamment disponible en tout temps.

L'eau surpressée sur le site provient de la centrale C12, qui comprend notamment une réserve d'eau, constituée de 2 cuves de volume unitaire 1 350 m<sup>3</sup>, et plusieurs pompes de surpression.

Les bâtiments C32, C33 et C35 disposent de leurs propres réserves en émulseur, destinées à alimenter les dispositifs suivants :

- halls de peintures C32 et C33 : canons à mousse à balayage automatique et à déclenchement manuel ou automatique sur double détection ;
- galeries d'extraction d'air C32, C33 et C35 : réseau déluge, dopé à la mousse, commandé par un réseau pilote ;
- hall de peinture C35, et salles dérivées, salles de préparation de peinture, locaux techniques des salles C32, C33 et C35 : protection par déluge mousse, ou sprinklage eau ou mousse.

Une réserve incendie de 550 m<sup>3</sup> dédiée au C15 est aménagée à proximité du bâtiment C14. Son alimentation est assurée par le réseau d'eau incendie existant, permettant le remplissage manuel des camions citernes du site en cas d'incendie.

Les bâtiments C36, C37, C37-D3, C38, C39 et le bâtiment C15 sont sprinklés.

Le déclenchement de la détection incendie ou de l'extinction automatique d'incendie entraîne l'alerte de l'exploitant ou du service de gardiennage, la fermeture des portes et volets coupe-feu dans la zone correspondante et l'arrêt de la ventilation.

Dans les halls C32 et C33, la protection des galeries d'extraction se fait par un système déluge – mousse ouvert, asservi à une antenne pilote sous air. »

**Art. 8 :** L'article 7.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplace par l'article suivant :

« Article 7.3.4.1 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, et tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité,



- réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, en particulier pour l'isolement de la salle de dérive C37-D3 et pour l'isolement de l'extension du C15 avec le déclenchement de l'obturateur présent sur le réseau d'eaux pluviales. »

**Art. 9 :** L'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 7.3.5 Protection des milieux récepteurs

Les salles de peinture C32, C33, C35, C36, C37, C37-D2, C37-D3, C38 et C39 disposent des volumes de rétentions nécessaires pour recueillir les eaux incendie et produits épandus en cas d'accident. De même, les alvéoles de stockage de bois de la chaufferie biomasse peuvent contenir les eaux d'extinction d'un incendie survenant au sein de cette installation.

Le réseau d'eaux pluviales de l'extension du C15 est dimensionné pour stocker un volume de 30 m<sup>3</sup>. Un séparateur d'hydrocarbures et un obturateur sont installés avant rejet.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) peuvent être obturés de manière à confiner les eaux sur le site. Les zones du site pouvant être mises sélectivement sur rétention, et les obturateurs associés permettant ce confinement, sont repérés sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté. Les organes de commande nécessaires à la mise en service des obturateurs doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils doivent être repérés et codifiés sur le site, et clairement identifiés dans les procédures d'urgence du site. »

**Art. 10 :** L'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 7.4.3 Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation, arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Détecteurs incendie :

Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place :

- dans les bâtiments C32 et C33 (halls de peinture, salles de dérives, salles préparation, local solvants et autres locaux techniques) ;

- dans les bâtiments C35, C36, C37, C37-D3, C38 et C39 (hall de peinture, salles dérivées, zone TIT, locaux solvants, salles préparation) ;
- des détecteurs de flamme pour les auvents n°3 et 4 de l'extension du C15 ;
- dans tous les locaux de la chaufferie au bois (sauf locaux sanitaires) ;
- dans les bâtiments ou parties de bâtiment qui présentent un risque potentiel pour la sécurité des personnes, des biens et de l'activité.

L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

#### Détecteurs gaz :

Un système de détection automatique de gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place dans les zones ou parties de bâtiments où une atmosphère explosive pourrait survenir de manière non permanente ou en conditions anormales, et notamment dans les bâtiments suivants :

- bâtiment C10 (chaufferie) ;
- zones préparation peinture et zones déchets des bâtiments C32 et C33 ;
- galeries enterrées et salle de préparation du bâtiment C35 ;
- zones de préparation peinture C38 et C39.

L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. »

**Art. 11 :** L'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

#### « Article 8.2.2 Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant les installations d'application de peinture présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R30 (capacité portante de 30 minutes) si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R60 (capacité portante de 60 minutes) si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux A2s1d0 (M0) ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux de classe A2s1d0 (M0), et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés C (M2) non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal, ou naturel en parties hautes, et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion ;
- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 (M0 – incombustibles).

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations d'application et de séchage de peinture sont séparées des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables par une distance d'au moins 20 mètres. Dans le cas où la règle des 20 mètres d'isolement ne peut être respectée, les produits inflammables pourront être stockés dans un volume fermé REI 120 (coupe-feu 2 heures) avec portes EI60 (coupe-feu 1 heure) munies d'un ferme porte.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les locaux sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Ces dispositifs sont isolés sur une distance d'un mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux A2s1d0 (M0) non métalliques. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Dans les halls de peinture C32, C33 et C35, le désenfumage est réalisé par l'ouverture électrique des portes d'accès des avions (coulissantes et débrayables) ; le dispositif d'ouverture électrique est doublé d'une commande de secours permettant la manœuvre rapide des portes (débrayage du dispositif d'entraînement / freinage associé à une action manuelle).

Les locaux du C37, dits à risques importants, utilisés pour l'exploitation de C37-D1 et de ses extensions C37-D2 et C37-D3, ont une stabilité au feu de 2h et sont munis de planchers et parois coupe-feu 2 h, ce qui permet d'isoler chaque local entre eux. Il s'agit notamment des locaux suivants :

- Zone TIT ;
- Laboratoire ;
- Local solvant. »

**Art. 12 :** L'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« Article 8.2.3 Conditions d'exploitation

Les mesures de prévention et de protection associées aux installations d'application de peinture sont, a minima, les suivantes :

- la ventilation des halls de peinture est réglée en fonction du process et permet d'assurer qu'en tout point la concentration en solvants soit inférieure à 10 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) du produit le plus sensible présent ;
- le recyclage de l'air de ventilation des salles de peinture et des locaux de préparation est interdit ;
- l'application de peinture ne peut pas commencer si la ventilation ne fonctionne pas ou est insuffisante ; lorsque la ventilation passe en dessous d'un premier seuil d'alarme déterminé par l'exploitant, un dispositif déclenche une alerte sur le poste de contrôle de la salle de peinture ; en dessous d'un 2<sup>e</sup> seuil fixé par l'exploitant, une alarme sonore est déclenchée. Une consigne encadre les actions à engager en fonction de ces 2 seuils d'alarme. De plus, pour les salles dérivées D3 et D4 du bâtiment C35, l'alimentation en air comprimé des pistolets est automatiquement coupée en cas de perte de ventilation dans la salle ;
- contrôle par un dispositif adapté du débit d'air sur les ventilateurs et les extracteurs ;
- contrôle de l'encrassement des filtres ;
- application de peinture par pistolets électrostatiques ;
- mise à la terre systématique des avions présents dans les salles de peinture (et des dérivées dans les salles dérivées), ainsi que du bâti et des éléments fixes et mobiles présents dans les salles ;
- pas d'enclenchement de l'électrostatique pendant la phase de nettoyage ;
- vérifications périodiques des pistolets (gamme de maintenance) ;
- opérations réalisées par du personnel formé ;
- matériels électriques adaptés aux zones ATEX dans lesquelles ils se trouvent ;
- interdiction de stocker des peintures, solvants et autres produits dangereux dans les halls d'application de peinture et dans les locaux de préparation : dans ces zones seules les quantités nécessaires pour un cycle avion sont autorisées.

L'utilisation de vernis à base d'huiles siccatives est interdite.

Le séchage est effectué par air chaud dans le hall d'application et s'accompagne d'une ventilation programmée, selon des consignes particulières définies par l'exploitant.

**Salle dérivée C37-D3 – Moyens de protection fixes internes**

La salle de peinture dérivée est entièrement sprinklée. La protection incendie de la salle dérivée est reprise à partir du collecteur DN100 de la salle de dérivée attenante. La protection est de

16 L/min/m<sup>2</sup> sur 255 m<sup>2</sup> et est réalisée par des têtes K160-141°C (Painting Booths) à hauteur de 1 tête tous les 9 m<sup>2</sup> maximum.

Le réseau de sprinklage est alimenté en quantité suffisante par le réseau d'eau incendie du site Clément Ader afin d'assurer une protection efficace contre l'incendie.

Un contrôleur de passage d'eau (IPE) est mis en place pour cette salle. Les nouvelles alarmes associées au nouveau bâtiment sont reportées sur l'automate spécifique incendie du bâtiment.

Les locaux du projet sont équipés de :

- diffuseurs sonores ATEX asservis au déclenchement de l'évacuation ;
- détection de flamme type IR3 ;
- déclencheur manuel ATEX au droit de chaque sortie.

Chacun des équipements est intégré sur des boucles à créer qui sont interconnectées sur la centrale SSI existante se trouvant au C36 avec remontée d'information au PCS.

Dans l'extension C37-D3, un ensemble d'extincteurs adaptés aux risques particuliers présentés par les installations est installé. Ces extincteurs sont mis à la disposition des Équipiers de Première Intervention (EPI).

#### **Salle dérive C37-D3 – Moyens de protection fixes externes (annexe 4)**

Un poteau incendie est installé à proximité du bâtiment A45.

Ce poteau délivre un débit supérieur à 120 m<sup>3</sup>/h.

Les moyens d'intervention prévus dans l'étude de dangers du site Clément Ader de 2012 sont appliqués au futur bâtiment C37-D3 et le plan d'intervention est mis à jour pour intégrer les modifications envisagées par le projet dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. »

**Art. 13 :** Le chapitre 8.7 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogé.

**Art. 14 :** L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogée et remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 15 :** L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogée et remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 16 :** L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié est abrogée et remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

**Art. 17 :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 18 :** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Art. 19 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

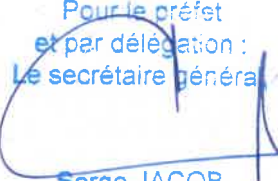
**Art. 20 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Colomiers et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Colomiers pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 21 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AIRBUS OPERATIONS.

Fait à Toulouse, le **22 MAI 2025**

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
  
Serge JACOB

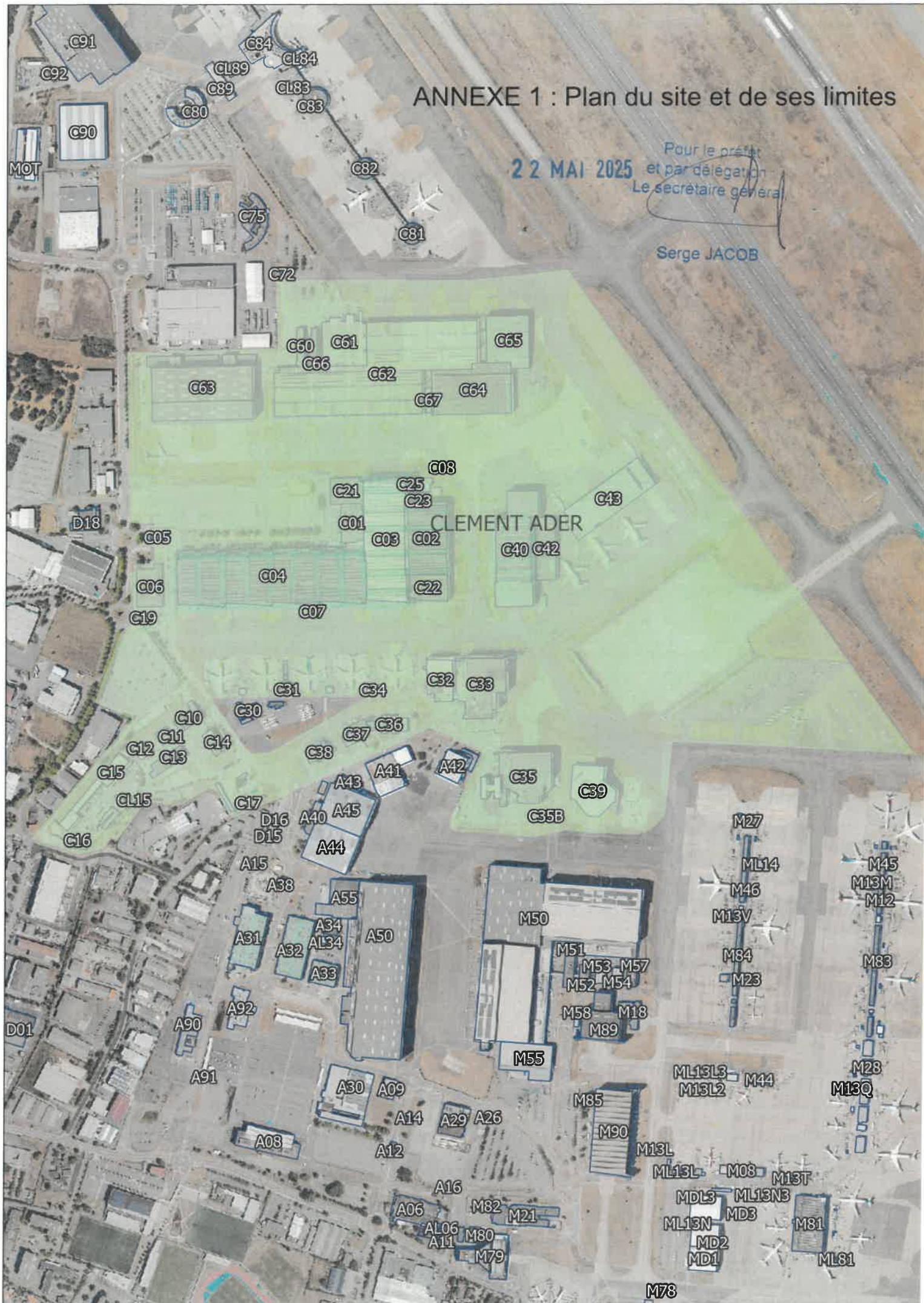




# ANNEXE 1 : Plan du site et de ses limites

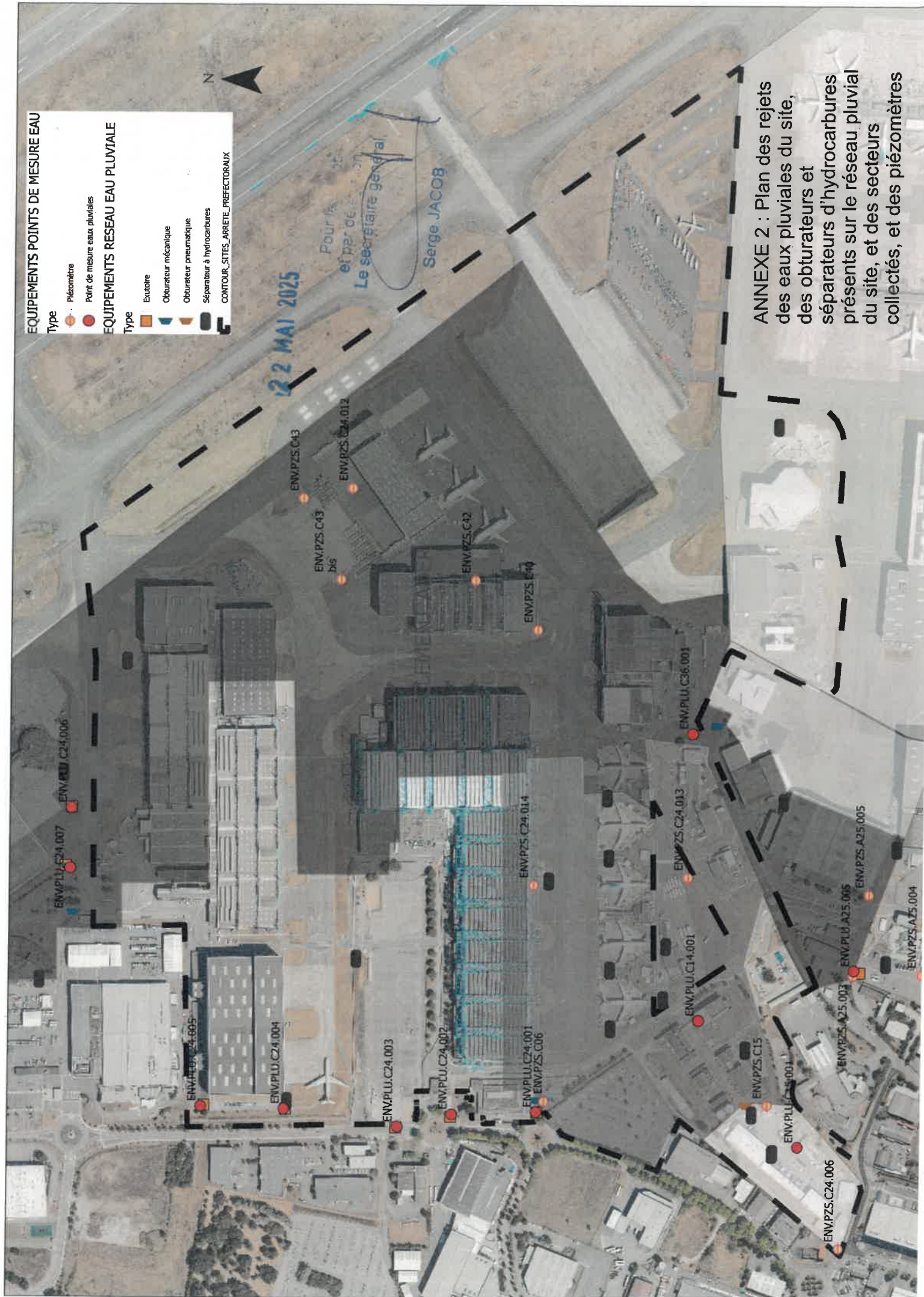
22 MAI 2025  
Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général

Serge JACOB









ANNEXE 2 : Plan des rejets des eaux pluviales du site, des obturbateurs et séparateurs d'hydrocarbures présents sur le réseau pluvial du site, et des secteurs collectés, et des piézomètres





# ANNEXE 3 : Plan des rejets atmosphériques du site

cheminée apc  
CONTOUR\_SITES\_ARRÊTE\_PREFECTORAUX

22 MAI 2025

Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général

Serge JACOB







[illegible]

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,

Serge JACOB

